

*Protection de l'environnement—Loi*

**M. Keeper:** Monsieur le Président, c'est un plaisir pour moi de répondre à l'intervention de mon collègue de l'autre côté—mon collègue capitaliste. Je veux dire que ce collègue capitaliste a dit que son caucus est intervenu dans le débat ici. Mais j'ai noté aujourd'hui qu'il n'y a pas de conservateurs qui ont saisi l'occasion de parler avant moi. Un libéral a parlé et après cela, les banquettes des conservateurs, les banquettes des capitalistes, étaient silencieuses. Je veux que les grands capitalistes participent aux débats à la Chambre. Monsieur le Président, je veux que la législation soit améliorée aussi. Si vous voulez que la législation soit adoptée par la Chambre, entrez dans le débat et expliquez pourquoi. C'est l'intention de la Chambre. Mais mon collègue capitaliste a dit que notre ministre du Manitoba, notre ministre de l'Environnement a parlé de l'harmonie entre l'environnement et l'industrie. C'est vrai. C'est la valeur que nous appuyons dans cette Chambre mais pas une harmonie à n'importe quel prix. On doit être prêt à établir des normes pour que l'industrie ne soit pas capable de continuer à polluer.

Je veux répondre aux commentaires de mon collègue capitaliste quand il a mentionné le libre-échange.

Je suis contre le libre-échange si ce nouvel engagement—s'il en a un—diminue nos normes ici au Canada pour l'environnement et les met au même niveau qu'aux États-Unis où le président ne reconnaît pas le problème des pluies acides, par exemple.

Sur la question des pluies acides, je veux savoir si mon ami, mon collègue capitaliste, est avec M. Ronald Reagan, Président des États-Unis. Est-ce la raison pour laquelle il appuie la notion de libre-échange?

● (1310)

[Traduction]

**Le président suppléant (M. Paproski):** La période de questions et observations est terminée. La Chambre est-elle prête à se prononcer?

**Des voix:** Le vote.

**M. Axworthy:** Monsieur le Président . . .

**Le président suppléant (M. Paproski):** Le député de Winnipeg—Fort Garry (M. Axworthy) veut-il intervenir dans le débat?

**M. Axworthy:** Oui, monsieur le Président.

**Le président suppléant (M. Paproski):** La parole est au député de Winnipeg—Fort Garry.

**L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry):** Monsieur le Président, je comprends votre hésitation, car il est normal que vous cherchiez à votre droite, chez les députés ministériels, une réaction à cet important projet de loi. La réticence des députés de la majorité à défendre la mesure législative explique le léger retard à me donner la parole. Je suis ravi que vous soyez rapidement rendu compte que des députés de

l'opposition s'intéressent vivement à la protection de l'environnement, ce qui n'est apparemment pas le cas des députés ministériels.

**Une voix:** Qui a présenté le projet de loi?

**M. Axworthy:** C'est une partie du problème. Le gouvernement a présenté un projet de loi qui ne protège pas vraiment l'environnement. J'essaie toujours d'être juste et objectif dans mes observations à la Chambre . . .

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Bravo!

**M. Axworthy:** Certains députés au moins le reconnaissent. Je dois donc distribuer aussi les éloges. Cette mesure est un camouflage réussi. C'est de la grande esbroufe. Le subterfuge est merveilleusement bien échafaudé. Je doute toutefois que la mesure fasse vraiment quelque chose pour protéger l'environnement. Elle réorganise, remanie et consolide les organismes et ministères, mais quel rapport avec les causes profondes de la destruction de l'environnement, dans notre pays et ailleurs?

La mesure passe outre à la responsabilité la plus fondamentale de tout gouvernement: prévoir l'application et le respect de contrôles, de règles et de lois. On cherche en vain dans le projet de loi le pouvoir de punir par des sanctions précises et efficaces.

Il ne faut pas s'en étonner, car depuis trois ans nous voyons le gouvernement se dérober devant les difficiles problèmes de l'environnement. Je ne tiens pas à déclencher un fou rire à la Chambre en parlant des réalisations du gouvernement dans la lutte contre les pluies acides. Nous savons tous ce qu'il a fait. Il nous a fait tout un cirque; nous avons eu droit à l'entrée en grande pompe à la Chambre des communes du président des États-Unis qui venait nous annoncer la percée importante, qui venait nous dire que le premier ministre du Canada (M. Mulroney) et lui-même avaient conclu un marché sur les pluies acides.

La machine à photocopier et les réseaux électroniques du Parlement ont tous transmis le message aux Canadiens: «Ne vous en faites pas, le problème a été résolu», jusqu'à ce que nous apprenions il y a un tout petit peu plus d'une semaine que c'était non seulement une erreur monumentale mais que c'était une série d'erreurs de calcul, et c'est ce qu'on a dit. Voilà où le problème réside en partie. On n'a même pas honte de se contenter de parler de la protection de l'environnement, de miser sur les relations publiques. On dirait que l'imagination des publicistes du gouvernement est une raison suffisante pour que les Canadiens soient sûrs que celui-ci fera quelque chose pour l'environnement. Il semble que ce soit à peu près le seul recours sérieux auquel nous ayons eu droit.

Il a fallu attendre trois ans pour ce petit projet de loi de rien du tout, cette modeste tentative qui consiste à remanier certaines des responsabilités du ministère et à coordonner les activités sans vraiment s'occuper de ce qui se passe dans l'environnement, sans vraiment examiner les questions importantes.